

ÉDITO

La chute de l'État-cartel : chronique d'un tournant historique

Par **Gustavo de Arístegui**



Homme politique et diplomate espagnol, Gustavo de Arístegui est diplômé de l'Université pontificale de Comillas (ICADE) à Madrid. Il a d'abord exercé le droit (1987-1989), se spécialisant sur les questions d'immigration. Il a ensuite poursuivi une carrière diplomatique dès janvier 1990. D'abord comme chef de service au sein de la Direction générale de la politique étrangère pour l'Europe, puis comme directeur du Proche-Orient à la Direction générale adjointe pour le Moyen-Orient, où il est notamment chargé du suivi de la guerre du Golfe. Après avoir été coordinateur des sanctions contre l'Irak en octobre 1990 à l'OCDE, il est affecté en avril 1991 à l'ambassade d'Espagne en Libye puis en Jordanie en 1993. Il est ambassadeur d'Espagne en Inde à partir de 2012. Entre 1996 et 2008, il poursuit une carrière politique, comme Directeur Général du Cabinet du ministre de l'Intérieur (1996-2000), puis comme député pour le Parti Populaire espagnol (2000-2012).



De l'État failli au narco-État

L'aube du 3 janvier 2026 marque un point de bascule, non seulement pour le Venezuela, mais pour l'ensemble de l'hémisphère occidental. Dans une opération militaro-policière d'envergure frappant le cœur même du pouvoir chaviste, les États-Unis ont procédé à l'arrestation de Nicolás Maduro et de son épouse, Cilia Flores. Quelques heures plus tard, le président Donald Trump confirmait leur exfiltration du pays ; ils devront désormais répondre de chefs d'accusation de narcoterrorisme devant la Cour fédérale du district sud de New York (SDNY). C'est cette même juridiction qui, par le passé, a scellé le sort de certains des narcotrafiants les plus redoutables de ces dernières décennies. Loin d'être le fruit de l'improvisation, cette opération est l'aboutissement d'une architecture juridique et de renseignement dont la construction remonte à l'année 2020.

Dès lors, l'action américaine ne saurait être interprétée comme une intervention classique contre un gouvernement souverain, mais plutôt comme l'exécution de mandats d'arrêt visant les têtes pensantes d'un réseau narcoterroriste, formellement désigné comme tel par les autorités compétentes des États-Unis.

L'acte d'accusation présenté par le Parquet fédéral de New York en mars 2020 décrivait avec une précision chirurgicale l'architecture criminelle présidée par Maduro. Le « Cartel des Soleils » – une appellation faisant référence aux insignes dorés ornant les épaulettes des généraux vénézuéliens – n'est pas une bande marginale parasitant l'État : c'est l'État lui-même mis au service du crime. Généraux, hauts responsables de la police, ministres, magistrats et le chef du régime lui-même se seraient coordonnés pour mettre les ports, aéroports, bases aériennes, entreprises publiques et banques d'État au service du trafic massif de cocaïne vers les États-Unis et l'Europe.

À ce maillage s'ajoute le Tren de Aragua. Organisation née comme gang carcéral au sein du centre pénitentiaire d'Aragua, elle s'est muée, sous protection officielle, en une véritable hydre criminelle hémisphérique. Ses tentacules s'étendent au Pérou, au Chili, en Colombie, au Brésil et, de manière croissante, aux États-Unis et en Europe. Ses activités dépassent largement le narcotrafic : la traite des êtres humains, l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants, les assassinats commandités (sicariato), l'extorsion, le trafic d'armes et le blanchiment de capitaux font partie de son répertoire. Rien de tout cela n'aurait pu se produire à l'échelle continentale sans le parrainage actif du régime chaviste.

Le 25 juillet 2025, le Département du Trésor américain a franchi un pas décisif en classant le Cartel des Soleils comme « Organisation terroriste mondiale spécialement désignée » (Specially Designated Global Terrorist – SDGT). Cette sanction soulignait explicitement que Nicolás Maduro dirige l'organisation et que le cartel fournit un soutien matériel tant au Tren de Aragua qu'au Cartel de Sinaloa, l'un des groupes narcotrafiants les plus puissants et violents au monde. Quelques mois auparavant, le 20 février 2025, le Département d'État avait désigné le Tren de Aragua comme Organisation terroriste étrangère (Foreign Terrorist Organization – FTO), le hissant au niveau d'autres acteurs mêlant criminalité et terreur.

À ce tableau s'ajoutent les alliances du régime avec les guérillas colombiennes. Les dissidences des FARC et l'Armée de libération nationale (ELN) ont trouvé en territoire vénézuélien un sanctuaire sûr pour planifier leurs opérations, entraîner leurs combattants et gérer des laboratoires de cocaïne. De hauts responsables de la sécurité américaine avertissent depuis des années que le Venezuela s'est transformé en un « État narcoterroriste » : non pas un État qui tolère le délit, mais un État dont la raison d'être a fusionné avec l'économie criminelle et les organisations terroristes régionales.

« Généraux, hauts responsables de la police, ministres, magistrats et le chef du régime lui-même se seraient coordonnés pour mettre les ports, aéroports, bases aériennes, entreprises publiques et banques d'État au service du trafic massif de cocaïne vers les États-Unis et l'Europe. »

Légitimité et légalité de l'action

La question centrale n'est pas seulement de savoir si les États-Unis pouvaient agir, mais s'ils en avaient l'obligation. Du point de vue juridico-politique, Maduro n'est pas reconnu comme chef d'État légitime par les grandes démocraties. À la suite de la fraude électorale de 2018 et de l'invocation ultérieure de la Constitution par l'Assemblée nationale en 2019, plus de cinquante pays – États-Unis et une grande partie de l'Union européenne en tête – ont refusé de le reconnaître. Les élections de juillet 2024, conques pour « blanchir » son maintien au pouvoir, n'ont fait que confirmer l'usurpation.

Parallèlement, les désignations terroristes et les accusations pénales ont configuré un échafaudage juridique formidable. Maduro et plusieurs de ses plus proches collaborateurs ont été inculpés en 2020 devant la justice fédérale américaine pour complot de narcoterrorisme, conspiration en vue d'importer de grandes quantités de cocaïne sur le territoire américain, ainsi que pour usage et possession d'armes de guerre et d'engins destructeurs liés à ces activités. Le cumul des peines minimales et maximales pour ces chefs d'accusation expose

Maduro à une condamnation potentielle allant d'un minimum de trois décennies de prison de haute sécurité à la réclusion à perpétuité sans possibilité de liberté conditionnelle.

À cela s'ajoutent les récompenses croissantes offertes pour sa capture – atteignant le chiffre sans précédent de 50 millions de dollars –, signe de la priorité stratégique assignée au dossier. Dans la logique américaine, il ne s'agit plus d'un adversaire politique, mais du capo d'une organisation combinant narcotrafic, terrorisme et corruption à l'échelle mondiale.

Dans cette perspective, l'opération du 3 janvier ne peut être assimilée sans nuance à une « invasion » contre un gouvernement souverain. Elle s'apparente davantage à la localisation et à la capture du chef d'une organisation terroriste formellement désignée comme telle, et qui utilise l'appareil d'État comme bouclier et outil. Il n'est pas nécessaire d'adhérer à tous les postulats de la doctrine américaine pour reconnaître que le terrain légal s'est déplacé : la ligne séparant la non-intervention du devoir de protéger les sociétés face à un État-cartel est devenue floue.

« Dans cette perspective, l'opération du 3 janvier [...] s'apparente davantage à la localisation et à la capture du chef d'une organisation terroriste formellement désignée comme telle, et qui utilise l'appareil d'État comme bouclier et outil. »

Conséquences pénales et stratégiques

Maduro et Cilia Flores comparaitront devant la justice dans le district sud de New York, face au juge fédéral Alvin Hellerstein, magistrat doté d'une

vaste expérience dans le jugement des réseaux de narcotrafic international. Le message est limpide : nul n'est au-dessus des lois lorsqu'il utilise la puissance de l'État pour commettre des délits d'une telle magnitude. L'administration Trump a insisté sur le fait que cette détention s'inscrit dans une stratégie plus large de lutte contre le narcoterrorisme hémisphérique.

L'impact interne au Venezuela sera profond. L'arrestation du leader suprême du régime ouvre une phase d'incertitude, de luttes intestines et de possibles fractures au sein de la coalition chaviste. Les généraux qui, des années durant, se sont enrichis sous le parapluie du Cartel des Soleils sont en débandade ; nombre d'entre eux négocient sans doute déjà secrètement avec la justice américaine.

« On ne négocie pas avec les criminels »

Mon vieil ami Pedro Mario Burelli, ancien directeur de PDVSA et analyste lucide de la tragédie vénézuélienne, a toujours affirmé : « Le régime chaviste n'est pas un gouvernement légitime, c'est une organisation criminelle. On ne négocie pas avec les criminels : on les livre à la justice. » Cette maxime a fini par s'imposer dans les faits. La capture de Maduro cristallise l'idée que la communauté internationale, et en particulier les États-Unis, a cessé de concevoir le chavisme comme un interlocuteur politique pour le traiter comme ce qu'il est : la coupole d'un cartel disposant d'un drapeau.

Le choix pour le Venezuela est brutalement simple : continuer d'être un État-cartel allié aux régimes hostiles à l'Occident, ou redevenir une nation normale, pleinement intégrée à la communauté internationale. La capture de Maduro ne résout pas, à elle seule, la dévastation économique, sociale et morale d'un pays qui fut l'un des plus prospères d'Amérique latine et qui est aujourd'hui une narco-dictature d'une dangerosité extrême.

Pour la première fois depuis vingt-six ans, il existe une opportunité réelle de démanteler, pas à pas, la structure du crime organisé qui a pris le Venezuela en otage. La tâche est titanesque : convertir ce point d'inflexion en le début d'une ère de liberté, de justice et de reconstruction ●



REGARD D'EXPERT

Venezuela : le signal stratégique que le Mexique ne peut plus ignorer

Par Frédéric Garcia



Diplômé des Arts et Métiers Paris Tech et de l'ESCP Business School, Frédéric Garcia a réalisé la majorité de sa carrière au Mexique. Il est notamment Directeur Général d'Airbus Mexico pendant 14 ans, jusqu'en 2018.

Il fonde ensuite son cabinet de conseil, *Le Cercle*, pour accompagner des entreprises mexicaines et internationales dans leurs problématiques en résolution de conflits et affaires publiques. En parallèle, en 2019, il est nommé conseiller sur les politiques industrielles, et notamment du secteur aérospatial, par le directeur de cabinet du Président du Mexique.



Éclairage stratégique

L'intervention américaine au Venezuela est officiellement présentée à travers deux justifications simples : le pétrole et la lutte contre le narcotrafic. Un récit efficace, politiquement lisible, qui active immédiatement les registres de la sécurité nationale, du crime organisé et de la défense des intérêts économiques.

Mais, comme souvent dans les moments de bascule géopolitique, ce cadre narratif ne suffit pas à expliquer la portée réelle de l'événement. Il convient de distinguer entre ce qui relève du discours public et ce qui renvoie à la logique stratégique profonde.

Pour le Mexique, cette distinction est essentielle car l'enjeu dépasse largement le seul cas vénézuélien. Il s'inscrit dans un moment charnière, marqué à la fois par la montée de la sécurité économique comme priorité régionale et par la perspective de la révision du TMEC en 2026. Mais réduire l'événement à cette seule grille de lecture serait passer à côté d'autres dynamiques plus silencieuses, liées aux rapports du Venezuela avec la Chine, l'Iran et la Russie et, plus largement, à la projection de rivalités extra-régionales dans l'hémisphère occidental.

Trois angles d'analyse complémentaires

1. La dimension chinoise

Dans un contexte de rivalité structurelle entre les États-Unis et la Chine, toute situation impliquant

des actifs stratégiques, des ressources sensibles pour l'IA ou l'industrie de défense prend une signification particulière. Même en l'absence d'accusation formelle, la simple hypothèse d'une influence accrue d'une puissance concurrente dans l'environnement immédiat des États-Unis modifie la grille de lecture géopolitique. Aujourd'hui, la sécurité ne se mesure plus seulement en forces armées, mais aussi en contrôle des chaînes de valeur.

2. La dimension iranienne

Un autre angle d'analyse concerne les relations entre le Venezuela et l'Iran dans le domaine de la coopération technologique et sécuritaire. L'enjeu n'est pas celui de bases militaires ou de déploiements conventionnels. Il réside plutôt dans la possibilité que des technologies de défense sensibles – notamment dans le champ des drones, de la guerre électronique ou des capacités dites « asymétriques » – puissent être transférées, adaptées ou produites localement dans l'environnement immédiat des États-Unis.

Dans la logique stratégique américaine, ce type de coopération est interprété comme un signal politique et sécuritaire à neutraliser.

3. La dimension russe

La relation historique du Venezuela avec la Russie en matière de défense s'inscrit elle aussi dans cette lecture élargie. À une époque de tensions globales, la multiplication de liens militaires

avec des puissances adverses à proximité du territoire américain n'a plus la même portée qu'au début des années 2000. Ce qui était hier une coopération classique devient aujourd'hui un risque stratégique.

Ces trois hypothèses – Chine, Iran, Russie – ne remplacent pas le récit du pétrole et du narcotrafic. Elles l'encadrent. Elles permettent de comprendre pourquoi l'opération américaine dépasse largement la seule question énergétique ou criminelle pour s'inscrire dans une logique de sécurité hémisphérique.

« Dans un contexte de rivalité structurelle entre les États-Unis et la Chine, toute situation impliquant des actifs stratégiques, des ressources sensibles pour l'IA ou l'industrie de défense prend une signification particulière. »

Ce que cela change pour le Mexique

Pendant des décennies, la relation bilatérale avec les États-Unis s'est structurée autour de deux axes : commerce et migration. Un troisième pilier s'impose désormais : la sécurité économique et territoriale.

« Pendant des décennies, la relation bilatérale avec les États-Unis s'est structurée autour de deux axes : commerce et migration. Un troisième pilier s'impose désormais : la sécurité économique et territoriale. »

Des sujets autrefois techniques – douanes, ports, routes, énergie, logistique – entrent de plein droit dans l'agenda de sécurité nationale du principal partenaire du Mexique. La tolérance envers les zones grises diminue. L'ambiguïté devient un coût stratégique.

À cela s'ajoute la demande croissante sur les systèmes électriques nord-américains, portée par l'intelligence artificielle et la relocalisation industrielle. L'électricité a toujours été un enjeu stratégique. Mais, dans le contexte actuel, elle change de statut : d'infrastructure critique, elle devient un actif de souveraineté industrielle et technologique. Dans un monde orienté vers l'économie digitale, sans fiabilité électrique, il n'existe pas de compétitivité industrielle durable. La réponse ne passe pas seulement par la construction de nouvelles capacités, mais par la capacité à mieux faire fonctionner l'existant.

Un facteur clé de calendrier : le TMEC 2026

Ces enjeux prennent une dimension particulière dans le contexte de la révision programmée du TMEC en 2026. Ce rendez-vous ne sera pas une formalité technique. Il intervient au moment même où les États-Unis redéfinissent leur relation à la région à travers le prisme de la sécurité économique. Les débats dépasseront les règles d'origine et les mécanismes de règlement des différends pour intégrer la sécurisation des chaînes logistiques, la

lutte contre le financement du crime organisé, le contrôle des infrastructures critiques et la fiabilité énergétique comme condition de compétitivité industrielle. Dans ce cadre, la position du Mexique sera évaluée non seulement sur ses performances commerciales, mais sur sa crédibilité stratégique comme partenaire sûr de l'Amérique du Nord.

Trois trajectoires possibles pour le Mexique

1. Le scénario de décision souveraine – Le choix stratégique

Ce positionnement ne relèverait pas du discours, mais de l'action. Il se traduirait par une volonté politique de sécurisation prioritaire des grands corridors logistiques, par un effort concentré sur la fiabilisation du système électrique et par un contrôle renforcé des infrastructures critiques. La relation avec les États-Unis changerait alors de nature : elle ne se gérerait plus dans la réaction, elle se construirait dans la stratégie.

Dans ce scénario, ce qui aurait pu être perçu comme une contrainte deviendrait un levier d'influence. Le Mexique aborderait la révision du TMEC en 2026 non comme un partenaire sous pression, mais comme un acteur incontournable de la sécurité économique régionale.

2. Le scénario de la pression contenue

Ici, le Mexique ne ferait pas de choix stratégique structurant. Il avancerait par ajustements successifs, sous l'effet d'une dynamique définie de facto par les États-Unis. Les exigences américaines en matière de sécurité logistique, de contrôle financier et de fiabilité électrique deviendraient progressivement des conditions opérationnelles de la relation bilatérale. La coopération se maintiendrait, mais se transformerait : moins politique, plus procédurale, plus asymétrique.

Dans ce cadre, le Mexique ne façonnerait pas la trajectoire ; il la gérerait. Il absorberait la pression plus qu'il ne l'orienterait. Les flux commerciaux et d'investissement se maintiendraient, mais sous surveillance accrue. Les coûts de conformité augmenteraient, les délais de décision s'allongeraient, et la marge de manœuvre dans les discussions sur le TMEC se réduirait.

Ce ne serait pas un scénario de rupture. Ce serait un scénario de dépendance fonctionnelle.

3. Le scénario de friction

Dans ce troisième scénario, ni le choix stratégique ni l'adaptation efficace ne s'opéreraient.

Les fragilités persisteraient : insécurité territoriale, vulnérabilité des infrastructures critiques, insuffisante fiabilité du système électrique.

Dans ce contexte, la séquence vénézuélienne agirait comme une alarme sérieuse. Non pas comme un précédent à reproduire mécaniquement, mais comme un signal politique fort : lorsque les États-Unis estiment que des défaillances internes deviennent des risques stratégiques régionaux, leur seuil de tolérance baisse brutalement.

Peu à peu, les difficultés mexicaines cesseraient d'être perçues comme de simples problèmes de gouvernance ou de capacité institutionnelle. Elles seraient intégrées dans une lecture beaucoup plus dure de la relation bilatérale, où le Mexique serait de plus en plus appréhendé à travers le prisme de la sécurité nationale américaine.

Chaque incident deviendrait alors un argument. Chaque dysfonctionnement, un point d'appui pour de nouvelles pressions. Les mécanismes de contrôle se multiplieraient, la conditionnalité du commerce et de l'investissement s'accentuerait, et l'esprit même du TMEC s'éroderait au profit d'arrangements sectoriels plus restrictifs.

Dans cette trajectoire, la relation ne se dégraderait pas brutalement. Elle se durcirait durablement.

Conclusion

Le cas vénézuélien n'est pas le cœur du débat. Il en est le signal. Le signal d'un changement plus large : les États-Unis redéfinissent leur environnement immédiat comme un espace de priorité stratégique. Le Mexique se trouve au cœur de cette reconfiguration. La question n'est pas de savoir s'il partage cette logique. La vraie question est de savoir s'il est prêt à prendre les décisions politiques et stratégiques qui s'imposent dans ce nouveau cadre où se joue désormais une part décisive de son avenir.

« Le cas vénézuélien [est] le signal d'un changement plus large : les États-Unis redéfinissent leur environnement immédiat comme un espace de priorité stratégique. »



REGARD D'EXPERT

Tensions entre l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand Besancenot est Senior Advisor chez ESL Rivington. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique du gouvernement puis, après l'élection d'Emmanuel Macron, envoyé spécial du Président dans le Golfe, grâce à son expertise sur le Moyen-Orient.

Les forces du Conseil de Transition du Sud (CTS, les séparatistes du Sud Yémen) ont avancé ces dernières semaines – soutenues par les Émirats Arabes Unis – vers l'est du Yémen en s'emparant de vastes territoires dans les gouvernorats du Hadramaout et d'al-Mahra.

L'Arabie Saoudite, qui a investi un important capital politique (en négociant avec les Houthis) dans la désescalade de la guerre au Yémen pour se désengager du conflit, a la semaine dernière mené des frappes militaires visant des positions du CTS, après avoir dénoncé une « escalade injustifiée » et appelé le mouvement séparatiste à se retirer « de manière urgente » du Hadramaout et d'al-Mahra. Ces frappes ont surtout été un tir de sommation pour souligner la détermination saoudienne.

Abou Dhabi, que le ministre saoudien des affaires étrangères avait explicitement accusé d'avoir franchi une ligne rouge au Yémen, a cédé à la pression de Riyad en annonçant le retrait de ses forces armées du Yémen et en déclarant qu'il « saluait les efforts entrepris par le royaume d'Arabie Saoudite pour soutenir la sécurité et la stabilité » au Yémen et dans la région. Les deux pays ont ensuite cherché à minimiser la portée de ces incidents et à montrer qu'ils oeuvraient à la désescalade. L'administration Trump s'est de son côté employée à calmer le jeu par des appels du secrétaire d'État américain à ses homologues saoudien et émirati.

Toutefois, le CST a rejeté l'appel de Riyad à des discussions, affirmant qu'il continuerait à sécuriser le Hadramaout et al-Mahra, et il a même annoncé entamer un processus de deux ans vers l'indépendance des territoires qu'il contrôle, y compris la ville d'Aden ; ce qui constitue un défi direct à l'autorité saoudienne – qui appuie le gouvernement légitime du Yémen – et indique plutôt un durcissement des positions.



La priorité pour Riyad et Abou Dhabi est cependant d'éviter que la crise s'envenime. L'ambassadeur saoudien au Yémen a ainsi tenu pour seul responsable des événements en cours le chef du CTS, Aidarus Al Zubaidi. Le gouverneur du Hadramaout a également annoncé le lancement d'une opération – soutenue par l'Arabie Saoudite – uniquement dirigée contre les séparatistes, en vue de reprendre la main sur les bases militaires de la région.

Il reste que cette crise au Yémen remet sur le devant de la scène la compétition régionale entre Riyad et Abou Dhabi. Si les deux pays demeurent alignés contre les Houthis, leurs intérêts divergent en effet sur la question du Sud Yémen et de la future architecture de l'État yéménite.

Pour Riyad, un affaiblissement du gouvernement légitime du Yémen – installé à Aden – au profit du CTS ouvrirait potentiellement la voie à une partition du Yémen, avec les Houthis contrôlant le Nord et les séparatistes le Sud. Or le royaume se considère comme le leader naturel du Golfe et le rassembleur de la famille arabe. Il prône donc la stabilité régionale afin de se consacrer à son programme économique national, la Vision 2030. À ce titre, il juge que ses intérêts sont fragilisés par ce qu'il considère être l'aventurisme croissant d'Abou Dhabi.

De leur côté, les EAU – obsédés par la lutte contre les Frères Musulmans – ont progressivement axé leur politique étrangère sur le soutien à des groupes para-étatiques au Yémen, au Soudan et en Somalie, ainsi qu'en Libye. Ils mènent en réalité une stratégie d'influence régionale dans l'océan indien au sud de la péninsule arabique et en mer rouge, de manière à sécuriser les deux rives du détroit de Bab el Mandeb : avec le CTS à Aden et Mukalla, et au Somaliland – où les EAU ont une base militaire – de connivence avec Israël.

En effet, la rivalité entre les deux monarchies du Golfe s'est aggravée après qu'Israël a reconnu la république autoproclamée du Somaliland, suscitant la condamnation de l'Arabie Saoudite (et de la plupart des pays arabes), alors que les EAU se sont abstenus de critiquer l'initiative israélienne. Cette reconnaissance par Tel Aviv pourrait en effet ouvrir la voie à l'intégration du Somaliland dans les accords d'Abraham – dont fait partie Abou Dhabi – et le CTS y verrait sans doute un précédent pour déclarer l'indépendance du Sud Yémen. Elle souligne par ailleurs la différence d'approche entre Riyad et Abou Dhabi sur la question israélo-palestinienne : alors que l'Arabie conditionne la reconnaissance d'Israël à l'engagement d'un processus clair et contraignant menant à la création d'un État palestinien, la

politique émiratie endosse dans les faits l'approche américaine d'une « paix économique et sécuritaire » au détriment d'une solution équitable de la question palestinienne. De même, au Soudan, les EAU soutiennent les « Forces de soutien rapide », tandis que l'Arabie Saoudite privilégie l'armée soudanaise dirigée par le général Bourhane.

« La rivalité entre les deux monarchies du Golfe s'est aggravée après qu'Israël a reconnu la république autoproclamée du Somaliland, suscitant la condamnation de l'Arabie Saoudite (et de la plupart des pays arabes), alors que les EAU se sont abstenus de critiquer l'initiative israélienne. »

Derrière la crise entre Abou Dhabi et Riyad sur le dossier yéménite, et même si les deux pays s'efforcent de rétablir le silence qui entourait depuis quelques années leurs divergences sur plusieurs dossiers, il est clair qu'il existe aujourd'hui une différence de visions de la région. À cela, il faut ajouter la concurrence de plus en plus claire – et c'est un élément essentiel – entre la Vision 2030 saoudienne et la volonté émiratie de préserver son statut actuel de hub régional en matière de tourisme, de logistique et de finance. Et on peut difficilement masquer le désamour entre les deux dirigeants, Mohamed ben Zayed ressentant une certaine ingratitude de la part de Mohamed ben Salman – qu'il a autrefois fortement recommandé à l'administration Trump – et qui aujourd'hui entend conforter la primauté du royaume dans le Golfe et au Moyen Orient.

On peut toutefois compter sur les États-Unis pour éviter au maximum un dérapage de la rivalité entre l'Arabie Saoudite et les EAU, car ce sont – outre Israël – les premiers partenaires stratégiques de Washington dans la région, tant sur le plan économique (cf. les promesses spectaculaires d'investissements aux États-Unis) que politique, face à l'Iran ●

« On peut toutefois compter sur les États-Unis pour éviter au maximum un dérapage de la rivalité entre l'Arabie Saoudite et les EAU. »



© Leon Macapagal, Unsplash

REGARD D'EXPERTE

Les plateformes numériques façonnent-elles nos attentes ou traduisent-elles nos désirs ?

Par **Leïla Bouchtaoui**



Titulaire d'un Master 2 en Marketing et d'un MBA en Management International de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne et de l'Université Paris Dauphine (PSL), Leïla dispose d'une expérience de plus de 10 ans en Social Media et en communication digitale en agence et chez l'annonceur.

Début 2026, près de 5,66 milliards de personnes utilisent chaque mois au moins un réseau social, soit environ 70% de la population mondiale. En moyenne, les utilisateurs interagissent avec près de sept plateformes différentes chaque mois, en y consacrant plus de 2,5 heures par jour.

À l'heure où les espaces numériques se sont imposés en infrastructures culturelles et relationnelles, où se construisent comportements, valeurs et imaginaires collectifs, une question centrale se pose : ces environnements répondent-ils à des désirs préexistants, ou sculptent-ils eux-mêmes les attentes des utilisateurs ?

Les plateformes structurent les usages et créent des standards implicites...

Les algorithmes organisent l'exposition au contenu et transforment l'attention en standards implicites de pertinence et de crédibilité. Si on prend l'exemple de LinkedIn, les carrousels analytiques et articles longs génèrent plus d'interactions et sont donc davantage recommandés, ce qui fait d'eux des repères implicites pour ce qui est considéré comme pertinent et sérieux. Du côté de TikTok, la mise en avant de vidéos de trois à cinq minutes, favorisée par le suivi des cycles de vision-

nage complets, renforce la perception de ce qui retient l'attention. Sur Instagram, les Reels qui obtiennent des interactions rapides apparaissent ensuite dans l'onglet Explorer, exposant de nouveaux publics à ces formats.

Ici, l'algorithme agit comme un moteur de normalisation : sans dicter les préférences personnelles, il amplifie les contenus qui obtiennent déjà de l'attention et transforme cette visibilité en un standard collectif. Les utilisateurs apprennent ainsi à mesurer la valeur d'un contenu non seulement par sa qualité intrinsèque, mais par le signal social et algorithmique qu'il reçoit. L'origine de l'influence est algorithmique : ce qui est poussé devient la référence.

... mais elles sont aussi le reflet des désirs des utilisateurs

À l'inverse, certaines dynamiques reflètent les besoins et aspirations déjà présents chez les utilisateurs. Les plateformes détectent ces signaux et ajustent leurs fonctionnalités pour y répondre. La croissance des mentions de détox numérique (+10% au premier semestre 2025) révèle un désir clair de mieux gérer le temps et de réduire la surcharge informationnelle. La montée de l'exigence d'authenticité dans l'influence (+66% des conversations sur Instagram et TikTok) reflète une attente de transparence et de proximité.

Les plateformes traduisent ces signaux en standards observables : outils de limitation du temps d'écran, étiquetage des contenus sponsorisés, espaces pour formats longs, etc. La logique est claire : la demande existe, la plateforme l'identifie

et la met en lumière pour tous. Dans ce cas de figure, l'influence est ascendante, partant des utilisateurs vers la norme.

Une dynamique circulaire : co-construction entre usages et architectures

Les usages et les fonctionnalités évoluent dans une boucle réciproque. Les utilisateurs adoptent, détournent et réinterprètent les fonctionnalités, tandis que les plateformes observent, mesurent et ajustent leurs logiques pour maximiser engagement et pertinence. Cette dynamique se manifeste dans la montée des contenus longs et analytiques, la valorisation des récits personnels et des communautés restreintes mais engagées, et dans la demande croissante de transparence sur les pratiques, les intentions et les valeurs. Les plateformes reflètent et amplifient ces mouvements, transformant des signaux individuels en normes collectives et en attentes générales.

Pour les entreprises, cette dynamique impose une lecture fine des comportements et des désirs exprimés. Les plateformes exposent en temps réel les attentes et les frustrations. Les expériences négatives se diffusent rapidement : en 2025, les mentions de « do not buy » ont dépassé 836 000 publications, tandis que l'exigence d'authenticité et de contenus sincères monte en flèche.

Se démarquer au sein de ces espaces suppose de créer des expériences qui respectent les usages propres à chaque plateforme tout en répondant aux désirs des utilisateurs. La clé réside dans une navigation précise et éclairée entre les attentes façonnées par les plateformes et les désirs exprimés par les utilisateurs ●

Sources :

Brandwatch (2026). The State of Social 2026.
<https://www.brandwatch.com/reports/state-of-social/>
Médiamétrie (2025). Observatoire des Réseaux Sociaux – 1^{er} semestre 2025. PressClub.
<fr.themedialleader.com/mediametrie-lance-lobservatoire-des-reseaux-sociaux/>
We Are Social & Hootsuite (2026). Digital 2026 Global Overview Report. DataReportal.
Érosion de la confiance et lassitude publicitaire (The Media Leader FR)
<fr.themedialleader.com/erosion-de-la-confiance-et-lassitude-publicitaire-brandwatch-analyse-les-tendances-sociales-pour-2026/>

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslivington.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.